

## Le Burundi endeuillé par la perte de 11 militaires en Somalie

PANA, 23/02/2009 Bujumbura, Burundi - Une attaque suicidaire, dirigée contre une caserne du contingent militaire burundais de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), dimanche à Mogadiscio, a fait au moins 11 morts et une quinzaine de blessés graves, a déclaré le porte-parole de la Force de défense nationale (FDN), le lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza. Les militaires blessés ont été immédiatement évacués sur des hôpitaux de Nairobi, au Kenya, pour des soins intensifs, selon la même source. L'attaque serait l'œuvre d'insurgés islamistes opposés à la présence étrangère en Somalie.

De précédentes attaques avaient déjà fait deux morts parmi les 3.500 militaires du contingent burundais présent à Mogadiscio, la capitale somalienne. Le Burundi et l'Ouganda sont, pour le moment, les seuls pays sollicités par l'Union africaine (UA) à avoir accepté de dépêcher des troupes de maintien de la paix en Somalie où la guerre civile perdure depuis plus de 17 ans. L'Ethiopie a fini par abdiquer après avoir longtemps entretenu des troupes en Somalie voisine, officiellement pour sa propre sécurité. Une précédente intervention musclée de l'armée américaine soutenue par un échec cuisant et nombreux dans l'opinion publique nationale se demandaient, lundi encore, si des troupes burundaises et ougandaises allaient réussir le pari de la paix dans cet incurable conflit dans la Corne de l'Afrique avec des moyens matériels et humains encore réduits. Réagissant à ces inquiétudes, le porte-parole de la FDN a fait savoir que l'armée burundaise n'entendait pas pour autant se désengager de la Somalie et comptait plutôt se renforcer d'un bataillon supplémentaire. L'annonce du renfort a été ensuite appuyée par le porte-parole et Secrétaire général du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba. La classe politique nationale, de son côté, a sauté sur l'occasion pour s'indigner des morts dans une guerre "qui n'est même pas la leur". Les procédures n'auraient pas non plus respecté la Constitution en matière d'envoi de troupes à l'étranger, a estimé le président du principal parti d'opposition, le Front démocratique au Burundi (FRODEBU), Léonce Ngendakumana. "La loi fondamentale exige en effet le feu vert du Parlement avant d'envoyer des troupes à l'étranger et cela n'a pas été fait", a-t-il insisté. Le président du Congrès national (UPRONA, ex-parti unique), Aloys Rubuka, a également dénoncé la décision "unilatérale" du gouvernement burundais d'envoyer des troupes à l'étranger "au risque de nuire à la cohésion nationale dont dépend beaucoup le moral des troupes burundaises engagées en Somalie".